

Thibault Letertre

Numéro étudiant : 1308019110C



Master II Sociétés et Biodiversité, Finalité Transformations et Transitions Socio-Écologiques,
Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN)

Chaire Universitaire Participations, Médiation, Transitions Citoyenne, Université de La
Rochelle

Construire une dynamique territoriale vers la neutralité carbone

Le cas du projet LRTZC



Responsables de stage :

Anne-Caroline Prévot est directrice de recherches au CNRS et chercheuse au CESCO (MNHN)

Nelly Pares, Maître de Conférences en sociologie au MNHN et chercheuse au CESCO

Sous l'encadrement de :

Mélanie Pommerieux, Ingénieure de recherche, La Rochelle Université

Alice Mazeaud, MCF en science politique, La Rochelle Université

Nicolas Becu, Directeur de recherche, CNRS

Septembre 2022

Remerciements

Je souhaite présenter mes remerciements à mes trois encadrants, Mélanie Pommerieux, Alice Mazeaud et Nicolas Becu, pour la qualité de leur suivi, de leurs conseils, ainsi que pour leur bienveillance.

Merci également à l'équipe pédagogique du Master Transformations et Transitions Socio-Écologiques, pour leur disponibilité, leur sens de l'écoute, et l'intérêt de leurs enseignements.

Merci enfin à mes camarades de promotion pour leur sens de l'entraide, leur réactivité, et, surtout, leur amitié.

Sommaire

Remerciements	1
Sommaire	2
Acronymes	4
Introduction	5
Partie 1 : Le processus de recherche	10
Chapitre 1 : L'élaboration de la question de recherche	10
Section 1 : Constat des limites de l'énoncé initial	10
Section 2 : Réorientation de l'énoncé vers étude qualitative	11
Chapitre 2 : La construction du cadre théorique	12
Section 1 : Définition des termes clés du sujet	12
Projet de territoire	12
Neutralité carbone	12
Représentations	13
Section 2 : Etude de contexte	14
Section 3 : Etat des lieux des connaissances scientifiques cas similaires ou connexes	15
Étude connexe préexistante sur les projets territoriaux de neutralité carbone	15
L'appropriation des récits territoriaux sur les enjeux environnementaux/climatiques.	17
L'étude des opérations de traduction sur un projet de restauration écologique visant à fédérer un écosystème d'acteurs à priori fragmenté	18
Chapitre 3 : La problématique et les hypothèses de recherche	19
Chapitre 4 : La construction du protocole d'enquête et du modèle d'analyse	20
Section 1 : Un échantillonnage élaboré sur un principe de cercles concentriques d'acteurs	20
Section 2 : L'élaboration de la grille d'entretien	22
Section 3 : Le choix d'une méthode d'analyse discursive éclairée par la sociologie de la traduction	24
Partie 2 : Les résultats	27
Chapitre 1: Une construction de l'écosystème décorrélé de l'ambition territoriale de neutralité carbone	27
Section 1 : Des modalités de recrutement basées sur les effets de réseaux et de cooptation	27
Section 2 : Une stratégie d'intéressement favorisant les ralliements opportunistes	28
Chapitre 2 : L'échec du projet à générer une représentation sociale collective de son ambition	28
Section 1 : Une pluralité de discours personnalisés par axes, au détriment d'un discours commun sur l'ambition du territoire	28
Section 2 : Un écosystème LRTZC fragmenté par des représentations hétérogènes de l'ambition du projet	30

Section 3 : L'émergence d'appropriations alternatives de l'ambition, autour d'un rééquilibrage des relations centre-périphérie	32
Chapitre 3 : Causes de l'échec et leviers de réussite de l'enclenchement d'une dynamique de mobilisation territoriale	33
Section 1 : Des modalités de concertation, de mobilisation et d'information contestées qui freinent l'adhésion	33
Section 2 : Construire une dynamique de mobilisation territoriale grâce à l'effet socialisateur du projet : le rôle stratégique des arènes de discussions	35
Partie 3 : Discussion des résultats et conclusions	38
Chapitre 1 : Apports de l'étude et réponse à la problématique	38
Section 1 : La construction initiale du projet, éloignée des préconisations en matière d'élaboration du projet de territoire, ne permet pas l'enclenchement d'une dynamique territoriale vers la neutralité carbone.	38
Section 2 : Le projet est confronté à des problématiques de rejet, de méconnaissance et d'appropriation alternatives/concurrentes de son ambition	38
Section 3 : Le développement des espaces de discussions, un levier efficace pour fédérer les acteurs autour d'un effet socialisateur	39
Chapitre 2 : Limites et voies d'amélioration de l'étude	40
Conclusion	41
Bibliographie	43
Annexes	45
Annexe 1 : Grille d'entretien	45
Résumé	47

Acronymes

LRTZC : La Rochelle Territoire Zéro Carbone

CDA : Communauté d'agglomération (de La Rochelle)

AdCF : Intercommunalités de France

CNFTP : Centre National de la Fonction Publique Territoriale

Introduction

A la faveur d'une préoccupation croissante face aux effets du changement climatique, la notion de neutralité carbone s'est progressivement imposée dans les discours publics, au point de devenir l'un des objectifs prioritaires en matière de stratégie climat. Historiquement associée à l'échelle planétaire, elle est aujourd'hui au cœur de la rhétorique d'un certain nombre de collectivités territoriales, et plusieurs territoires en ont fait une composante majeure de leur action politique, le plus souvent dans le cadre de réponses à appel à projet visant à les afficher en laboratoires d'expérimentation et d'innovation¹. Cependant, atteindre cet objectif suppose de mobiliser tous les acteurs du territoire. En effet, il implique des bouleversements majeurs des modes de vie et de consommation qui concernent l'ensemble des acteurs.

Compte tenu de cet impératif de mobilisation des acteurs du territoire, il existe un lien naturel entre l'objectif de neutralité carbone et le projet de territoire. Le projet de territoire est "un cadre pluriannuel et concerté" d'une aire urbaine dans lequel "les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'aménagement de l'espace et de développement économique et les communes souhaitant s'y associer inscrivent leur stratégie territoriale en identifiant des orientations stratégiques et en les priorisant"². En ce sens, il doit être issu d'un diagnostic partagé et d'une définition concertée des enjeux, stratégies et actions prioritaires par les acteurs du territoire, puisqu'il a vocation à devenir le document de référence de l'action politique territoriale, et un élément fédérateur de l'ensemble des acteurs autour d'une identité communautaire.

Mon stage de recherche, qui s'est étendu dans une période de 6 mois, entre le 1er mars et le 31 août 2022, dans le cadre de la chaire collaborative « Participations, Médiation et Transition citoyenne » de l'Université de La Rochelle, portait sur le projet La Rochelle Territoire Zéro Carbone (LRTZC), qui semblait particulièrement intéressant à étudier dans

¹ "Neutralité climatique : objectif 2030 pour 100 villes de l'UE", Vie Publique, Mai 2022.

URL :

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/285015-neutralite-carbone-objectif-2030-pour-100-villes-de-lue#:~:text=L'objectif%20est%20de%20rendre.%2C%20Marseille%2C%20Nantes%20et%20Paris.&text=La%20Commission%20europ%C3%A9enne%20a%20pos%C3%A9.septembre%202021%2C%20de%20cinq%20missions%20>

Consulté le 31/08/2022.

² "LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DU PROJET DE TERRITOIRE", CNFPT.

URL :

<https://www.cnfpt.fr/s-informer/bouquets-ressources/cadre-reglementaire-du-projet-territoire#idpart-2>

Consulté le 29/08/2022.

cette perspective. LRTZC est un projet visant à faire de la Communauté d'agglomération de la Rochelle (Cda) le "premier territoire littoral neutre en carbone en 2040". Bien qu'il n'ait été ni pensé ni construit comme tel, il s'apparente aujourd'hui par de nombreux aspects à un projet de territoire, notamment du fait que son objectif soit devenu la référence de l'action politique territoriale. A minima, il en est aujourd'hui la marque, au cœur de la communication et du marketing territorial de la Cda, et sa place centrale a été actée par une actualisation du projet de territoire le 7 juillet 2022, qui reprend à son compte l'horizon 2040 initialement fixé par le projet³.

La chaire « Participations, Médiation et Transition citoyenne »

La chaire collaborative « Participations, Médiation et Transition citoyenne » de l'Université de La Rochelle a été fondée dans le cadre du projet La Rochelle Territoire Zéro Carbone (LRTZC). Son objectif est de co-produire des savoirs, former et diffuser de la connaissance sur les modalités de participation des citoyen.nes dans les processus de transition socio-écologique. Ses trois axes thématiques sont :

- Les dispositifs participatifs
- Modalités d'implication des citoyens dans les processus de transition
- Médiation et règlements des conflits territoriaux

Mes trois encadrants, Mélanie Pommerieux, ingénieure de recherche à l'Université de La Rochelle, Alice Mazeaud, MCF en science politique à l'Université de La Rochelle, et Nicolas Becu, Directeur de recherche au CNRS, composent l'équipe de la Chaire, en charge de son développement, de son animation et de son fonctionnement.

Si le projet LRTZC semble prendre le rôle du projet de territoire, il demeure qu'il a initialement été conçu pour répondre aux critères d'un appel à projets de l'Etat, l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) "Territoire d'Innovation et de Grande Ambition", et non comme un projet de territoire. Parce qu'il a vocation à devenir le document de référence de l'action politique territoriale, et un élément fédérateur de l'ensemble des acteurs autour d'une identité communautaire, le projet de territoire doit en principe être issu d'un diagnostic partagé et d'une définition concertée des enjeux, stratégies et actions prioritaires par les acteur.rice.s du territoire. Une telle démarche est souvent présentée comme la condition de construction d'une capacité politique réelle. C'est pourquoi, bien que la loi n'impose aucune

³ ACTUALISATION DU PROJET D'AGGLOMERATION. La Rochelle Horizon 2040, Communauté d'agglomération de La Rochelle, juillet 2022.

URL :

https://www.agglo-larochelle.fr/documents/10839/12892296/CdA+La+Rochelle_Projet+de+territoire_V+approuv%C3%A9.pdf/3046e559-bd2d-482f-9447-a417d77057e4

pratique, forme ou contenu spécifique pour l'élaboration du projet de territoire, le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) considère qu'un document "écrit sans construction partagée n'est pas un projet de territoire". Plus spécifiquement, l'association de collectivités locales Intercommunalités de France (AdCF) considère que le portage politique et l'élaboration du projet via une démarche collaborative sont, entre autres critères, des clés essentielles de la réussite et de l'adhésion au projet de territoire par l'ensemble des acteurs, afin d'engager effectivement la dynamique territoriale dans le cadre ainsi défini.⁴

En ce sens, le fait que le projet n'ait pas été conçu comme un projet de territoire initialement pose deux problématiques majeures pour l'enclenchement de la dynamique de mobilisation territoriale globale nécessaire à l'atteinte de l'objectif:

- L'écosystème des partenaires LRTZC, au regard de sa composition, ne semble pas avoir été constitué dans une logique de dynamique territoriale vers la neutralité carbone : parmi les acteurs recensés comme étant membres de l'écosystème des partenaires, seuls une cinquantaine sur les plus de 130 revendiqués sont issus du territoire, et la diversité des statuts, des tailles et des thématiques peut nous laisser penser qu'ils peuvent avoir des intérêts et perceptions potentiellement conflictuel.le.s. Il existe donc un intérêt à étudier les modalités de recrutement de ces acteurs et leurs logiques de ralliement au projet, afin d'étudier leur compatibilité avec un investissement dans une dynamique territoriale globale vers la neutralité carbone.
- Les acteurs traditionnellement présents dans les processus d'élaboration du projet de territoire ou des différents plans territoriaux (PCAET) ont été absents de la construction initiale du projet (communes, associations,...), ce qui interroge sur leur adhésion au projet et à son ambition. Il n'existe à ce titre pas de recensement précis des acteurs de l'ambition LRTZC, qui doit permettre de remettre dans la boucle les acteurs du territoire. Il est donc difficile de savoir si leur ralliement au projet dépasse l'opportunité ponctuelle, ouverte par les outils de financement et d'affichage proposés par LRTZC. Il paraît donc utile d'étudier les dynamiques d'appropriation du projet et de son récit par ces acteurs.

⁴ "LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DU PROJET DE TERRITOIRE", CNFPT.

URL :

<https://www.cnfpt.fr/s-informer/bouquets-ressources/cadre-reglementaire-du-projet-territoire#idpart-2>

Consulté le 29/08/2022.

Le projet LRTZC

La Rochelle Territoire Zéro Carbone (LRTZC) est un projet territorial visant à faire de la Communauté d'agglomération de la Rochelle le « premier territoire littoral neutre en carbone en 2040 ». Il est porté par un consortium de 5 partenaires publics et privés : l'agglomération et la ville, l'Université de La Rochelle, le Grand Port Atlantique et Atlantech⁵. Il est conçu comme un projet multipartenarial et multi-sectoriel de valorisation d'actions et de projets innovants en lien avec l'objectif de neutralité carbone, décliné en 10 axes de travail contenant chacun plusieurs actions portées par des acteurs, qui forment l'écosystème des partenaires LRTZC :

- Bâti durable
- Transition écologique des entreprises
- Mobilité
- Autoconsommation collective énergies renouvelables
- Participation citoyenne, changements de comportements.
- Transition agro-écologique et alimentaire
- Tourisme durable
- Transition numérique
- Coopérative carbone⁶
- Carbone bleu⁷ et la préservation du littoral et des marais

Le projet a par la suite débordé de son écosystème initial, en tentant d'incorporer des acteurs non impliqués initialement souhaitant faire partie du projet. Symbole de cette évolution, il comprend aujourd'hui deux composantes :

- D'une part, le projet initial LRTZC, tel que défini par le contrat du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) suite à la réponse à l'AMI. Il inclut le COPIL (comité de pilotage, composé des membres du consortium), le COTECH (comité

⁵ ATLANTECH® est une association d'acteurs regroupés au sein d'un quartier bas carbone, pensé comme un démonstrateur de grande envergure de la filière du bâtiment durable. Il se présente comme un « réseau d'acteurs qui souhaite contribuer au développement économique sur le territoire de l'agglomération de La Rochelle en plaçant l'innovation au cœur de la compétitivité et de l'attractivité territoriale ».

⁶ Coopérative locale du carbone qui réunit entreprises, banques, collectivités locales, associations, organismes de formation et de recherche, associations et citoyens. Elle évalue et comptabilise les économies carbone résiduelles réalisées par l'ensemble des acteurs, vend les réductions d'émissions carbone ainsi comptabilisées sur le marché volontaire afin de rétribuer les porteurs des projets et stimuler le lancement de nouveaux projets dans un cercle vertueux, par la certification des projets qui permet d'apporter un cofinancement.

⁷ Être le premier territoire à optimiser les fonctions de puits de carbone de ses zones humides et littorales tout en développant des pièges de carbone artificiels aptes à améliorer la résilience du littoral face aux risques de submersion.

technique, qui comprend notamment les porteurs d'axes), les acteurs de l'écosystème, les comités scientifique et citoyen, les contributeurs et sociétaires de la Coopérative Carbone.⁸

- D'autre part, l'ambition LRTZC, démarche construite a posteriori qui intègre des acteurs non impliqués au départ via une labellisation LRTZC, un financement, le statut de territoire d'alliance pour les EPCI limitrophes ou un contrat de licence permettant d'utiliser sur la Marque et le logo LRTZC.⁹

Dans le cadre de mon stage, nous nous sommes interrogés sur la capacité de LRTZC à générer une dynamique territoriale globale vers la neutralité carbone, au regard de sa construction et à l'aune des préconisations existantes concernant l'élaboration des projets de territoire. Pour répondre à cette problématique, je devais concevoir et mettre en œuvre une enquête exploratoire axée sur les représentations et logiques des acteurs du projet et du territoire, afin d'analyser les logiques de l'adhésion de ces acteurs à l'ambition du projet, et qui complète une enquête universitaire connexe sur les représentations que les citoyen.nes rochelais.es ont du projet LRTZC et plus largement de l'objectif de la neutralité carbone. A ce titre, j'ai participé à l'élaboration du questionnaire en ligne servant de base à cette étude quantitative. L'objectif du stage était d'identifier les conséquences de la construction initiale du projet sur la diffusion de l'ambition, son appropriation par les acteurs, leur adhésion à LRTZC en tant que projet de territoire, et in fine les conditions de l'enclenchement d'une dynamique de mobilisation territoriale vers la neutralité carbone en l'état actuel du projet.

Dans le cadre de ce mémoire restituant mon processus de recherche et ses résultats par une approche réflexive et argumentée, je commencerai par présenter la méthodologie de recherche qualitative que j'ai utilisé, reposant sur une analyse discursive de contenu éclairée par la sociologie de la traduction, et pourquoi elle me paraissait être l'approche la plus pertinente. Je présenterai ensuite les principaux résultats que j'ai obtenu, et ce qu'ils révèlent sur la capacité de LRTZC à générer une dynamique territoriale globale vers la neutralité carbone. Enfin je discuterai des données collectées, de leurs apports, de leurs limites et des perspectives qu'elles ouvrent.

⁸ Dossier de candidature. Appel à projets - Programme d'Investissements d'Avenir Action « Territoires d'innovation » - "LA ROCHELLE TERRITOIRE ZERO CARBONE", Partie II, 2019.

⁹ URL : <https://www.larochelle-zero carbone.fr/s-engager/rejoignez-la-demarche>, Consulté le 23/08/2022.

Partie 1 : Le processus de recherche

La première phase de mon stage a consisté en l'élaboration d'un protocole d'enquête. J'ai procédé en quatre étapes, sur la base de la démarche globale d'enquête en Sciences Humaines et Sociales de Raymond Quivy et Luc Campenhoudt¹⁰ : Formulation de la question de recherche ; Exploration des méthodes, du sujet, des cas similaires ou connexes ; Définition de la problématique ; Construction du protocole d'enquête et du modèle d'analyse sur la base des précédents éléments.

Chapitre 1 : L'élaboration de la question de recherche

J'ai dans un premier temps tâché de préciser ma question de recherche, en accord avec mes encadrants, afin de préciser l'angle d'étude de mon sujet.

En effet, initialement, la mission de mon stage était d'étudier "comment les citoyen.nes rochelais.es se représentent l'objectif de la neutralité carbone, la façon dont ils s'impliquent ou peuvent s'impliquer dans sa réalisation, et d'analyser ce qu'ils savent et pensent du projet LRTZC", en l'absence de "données solides sur les représentations que les citoyen.nes rochelais.es ont du projet LRTZC et plus largement de l'objectif de neutralité carbone.

Section 1 : Constat des limites de l'énoncé initial

Formulé de cette manière, il me semblait que l'énoncé posait deux problèmes majeurs :

- Il conduisait à traiter de manière distincte les représentations de l'objectif neutralité et les représentations du projet La Rochelle Territoire Zéro Carbone, qui constituent deux sujets distincts.
- Le public cible, "les citoyen.ne.s rochelais.es" est très large, et, en l'absence de données préexistantes disponibles, appelle une étude quantitative avec un échantillon large afin de produire des données exploitables. Or l'analyse quantitative convient mal à l'étude des représentations¹¹, qui nécessitent d'être détaillées pour être analysables, et suggèrent donc une étude qualitative.

De fait, la formulation de la question de recherche supposait deux précisions :

- Retenir le sujet de la neutralité carbone, du projet LRTZC, ou lier les deux.

¹⁰ Quivy Raymond et Campenhoudt (Van) Luc (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 272 p.

¹¹ *Idem*;

- Centrer l'enquête sur la connaissance du projet/de la neutralité carbone par les citoyens rochelais (auquel cas l'étude serait plutôt quantitative), ou sur les représentations du projet/de la neutralité carbone (auquel cas le public-cible doit être précisé et l'étude plutôt qualitative).

Section 2 : Réorientation de l'énoncé vers étude qualitative

Partageant ces constats avec mes encadrants, nous avons choisi de produire deux études distinctes :

- Une étude qualitative, constituant le coeur de mon stage, sur les représentations de la neutralité carbone et des enjeux de transitions par les acteurs engagés au sein du projet et des acteurs non impliqués initialement, mais qui pourraient ou voudraient être impliqués dans le cadre d'un projet de territoire.
- Une étude quantitative sur la connaissance et le rapport des citoyen.ne.s rochelais.es au changement climatique, à la neutralité carbone et au projet LRTZC, pour laquelle j'ai participé à l'élaboration du questionnaire en ligne.

L'énoncé étant clarifié, il apparaissait que le questionnement de ma recherche concernait l'existence d'une représentation partagée par les acteurs du projet et ceux du territoire sur l'atteinte de la neutralité carbone et des enjeux de transition écologique sur le territoire de la Cda.

Il m'est apparu que la recherche serait composée de deux axes :

- Un axe de recherche descriptive, identifiant au cas par cas les différentes représentations : Quelles sont ses caractéristiques ? Qui la porte ? Quels sont les principaux enjeux qui en ressortent ?
- Un axe de recherche comparative, objectivant de manière transversale l'hétérogénéité ou l'homogénéité des représentations : Quelles sont les différences entre les différentes représentations ? Les convergences ? Combien de "familles" de représentations ?

Chapitre 2 : La construction du cadre théorique

J'ai ensuite mené un travail d'exploration du sujet, afin d'établir le cadre théorique me permettant, d'une part, de définir les termes clés de mon sujet et de mes questions de recherches, d'autre part, d'étudier la documentation existante sur mon objet d'étude, le projet LRTZC, sa nature, son contexte, ses enjeux, et enfin de faire un état des

connaissances scientifiques, des cas similaires ou connexes, des théories, concepts clés et des idées préexistantes et mobilisables dans le cadre de mon sujet.

Section 1 : Définition des termes clés du sujet

La première étape de cette exploration consistait donc en la définition des termes clés de mon sujet : Projet de territoire, neutralité carbone, représentations. La littérature grise et universitaire sur ces thématiques a fait apparaître un certain nombre d'enjeux et de problématiques dans la perspective du projet LRTZC de générer une dynamique de mobilisation territoriale vers la neutralité carbone.

- **Projet de territoire**

Comme présenté en introduction, l'établissement d'une démarche collaborative et d'une réelle stratégie de concertation impliquant le plus largement possible les acteurs du territoire est décrite comme une condition sine qua non de la réussite à terme d'un projet de territoire, puisqu'il est censé, en tant que document fédérateur fixant la stratégie territoriale, remporter l'adhésion et un consensus le plus large possible entre les acteurs du territoire.

- **Neutralité carbone**

L'objectif de neutralité carbone fixé par le projet LRTZC pose des enjeux en matière d'adhésion des acteurs. En premier lieu par son exigence, qui implique des engagements profonds et systémique, puisqu'il s'agit d'atteindre "un équilibre entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre"¹² et donc "un mode de vie qui ne produit aucune émission nette de gaz à effet de serre"¹³. Que la décision de fixer cet objectif clair et indépassable n'ait pas été un repoussoir pour certains acteurs, en particulier des acteurs économiques tels que le Grand Port ou du tourisme, interroge, d'une part sur les représentations que se font les acteurs du projet de cet objectif, d'autre part de la définition que les porteurs du projet véhiculent en son sein pour fédérer. Ensuite, en prenant acte de la volonté de LRTZC de jouer sur un effet multiplicateur, la technicité du terme peut interroger sur sa bonne compréhension et appropriation par l'ensemble des acteurs du territoire. En effet, la littérature scientifique sur la terminologie du changement climatique démontre que la distinction entre les différents

¹² Éloïse Vanderlinden, Elizabeth Gardère et Valérie Carayol, « La neutralité carbone au prisme de la communication organisationnelle », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, [En ligne], 21 | 2021, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 11 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rfsic/10261> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfsic.10261>

¹³ *Idem*

termes, ou plus simplement la connaissance de certains termes, ne sont acquis que pour une minorité de la population. Si aucune étude n'a été menée à l'échelle de la France, une étude conduite aux Etats-Unis sur la base d'un panel représentatif suggère que 65% de la population étatsunienne avait déjà entendu parler du terme "neutralité carbone", mais également qu'il était le second terme le plus difficile à définir sur 8 termes pour les participants à l'étude.¹⁴

- Représentations

La représentation est une forme de connaissance construite socialement¹⁵ qui permet à un acteur de se représenter une idée, et/ou de la donner à voir à d'autres acteurs et à l'opinion publique¹⁶. Partagée et performative, elle a une visée pratique et concourt à la construction d'une réalité commune à un ensemble social, qu'on qualifie de "représentation sociale" en temps que modèle collectif de pensée¹⁷. Il s'agit donc d'identifier la capacité du projet à générer une représentation sociale de la dynamique de mobilisation territoriale vers la neutralité carbone. Certains auteurs distinguent également deux catégories de représentations¹⁸ : les représentations héritées, inconscientes, qui forment le cadre idéologique dans lequel pense et agira l'acteur ; des représentations construites et conscientes qui sont au service d'une stratégie et plus particulièrement d'une stratégie de communication. Dans le cadre de LRTZC, en particulier parmi les acteurs du projet, je devais porter une attention particulière à ce qui tient du discours construit visant à influencer les représentations, et les représentations personnelles des acteurs.

Section 2 : Etude de contexte

Au regard de ces éléments, j'ai ensuite mené une étude de contexte sur le projet afin de mieux en saisir l'historique, le contenu, les enjeux et l'actualité, en consultant les sites institutionnels rattachés au projet, ainsi que des articles de presse municipale et généraliste

¹⁴ Wändi Bruine de Bruin, "Public understanding of climate change terminology", Springer, 08/2021. lien : <https://link.springer.com/article/10.1007/s10584-021-03183-0>

¹⁵ Anouk Bonnemains. Perceptions et représentations du changement climatique auprès des populations dans leur cadre de vie. [Rapport de recherche] LabEx ITEM. 2016. fihal-01420366v2ff

¹⁶ Philippe Subra, "Géopolitique locale. Territoires, acteurs, conflits", Collection U, 2016.

¹⁷ Elisabeth Michel-Guillou, "LA REPRÉSENTATION SOCIALE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE : ENQUÊTE DANS LE SENS COMMUN, AUPRÈS DE GESTIONNAIRES DE L'EAU", Presses universitaires de Liège | « Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale », 2014, Numéro 104, pages 647 à 669

¹⁸ Subra Philippe, "Géopolitique locale. Territoires, acteurs, conflits", Collection U, 2016.

qui illustrent l'actualité et les discours autour du projet. Cela m'a permis de dégager plusieurs constats :

- Comme vu en introduction, le projet LRTZC n'a pas été conçu comme un projet de territoire global et systémique, visant à atteindre la neutralité carbone sur la base d'un diagnostic partagé et d'une définition concertée des stratégies et des leviers d'actions avec les acteurs du territoire, mais comme un projet multipartenarial et multi-sectoriel de valorisation d'actions et de projets innovants en lien avec l'objectif de neutralité carbone. De ce fait, les acteurs traditionnellement présents dans les processus d'élaboration du projet de territoire ou des différents plans territoriaux (PCAET) ont été absents de la construction initiale du projet, et l'écosystème des partenaires LRTZC, au regard de sa composition, ne semble pas avoir été constitué dans une logique de dynamique territoriale vers la neutralité carbone, ce qui interroge d'une part sur l'appropriation par les acteurs du territoire au regard des préconisations existantes sur l'élaboration du projet de territoire, et sur les logiques d'engagements des acteurs du projet d'autre part, notamment vis-à-vis de l'ambition de mobilisation territoriale vers la neutralité carbone.
- A ce titre, le projet semble inégalement accepté, et son objectif semble susciter certaines crispations à l'échelle de la Cda, notamment autour d'un clivage "centre-périphérie". A ce titre, les débats croissants au sein de l'agglomération contre l'installation de projets éoliens tendent à démontrer que le récit territorial porté par le projet LRTZC et l'action climatique n'est pas perçue de la même manière sur l'ensemble du territoire. Les maires des communes, ne tirant quasiment aucun bénéfice direct d'un projet centré sur la ville centre, subissent l'installation des éoliennes et sont donc tentés de s'allier aux mobilisations locales, en revendiquant un rééquilibrage des relations entre la ville centre et les communes périphériques¹⁹.
- Les porteurs du projet ont très rapidement saisi l'enjeu de doter le projet d'une capacité d'action collective, en cherchant à fédérer ces acteurs très divers autour d'un univers de sens. Le principal instrument d'action publique mobilisé est un récit territorial²⁰ connu, identifié, approprié, utilisé, qui repose, en résumant, sur

¹⁹ BABAUD Alain, "Agglomération de La Rochelle : 18 maires réclament un moratoire sur les éoliennes", Sud Ouest, 30/11/2021.

URL :

<https://www.sudouest.fr/environnement/agglomeration-de-la-rochelle-18-maires-reclament-un-moratoire-sur-les-eoliennes-7176574.php>

²⁰ « socle de représentations et de croyances partagées entre acteurs publics et privés qui sert de base à un ensemble de compromis dans la gestion interne et externe de l'action publique territoriale » Romain Pasquier, *Le pouvoir régional. Mobilisations, décentralisation et gouvernance en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012

l'engagement historique de La Rochelle en matière d'environnement, qui fait face à l'urgence d'agir face au changement climatique grâce à la mobilisation du territoire et d'un écosystème de partenaires, via le déploiement d'actions innovantes cohérentes avec le développement de l'attractivité du territoire et de son développement économique, et via un entraînement à terme de l'ensemble des acteurs du territoire sur cette enjeu, en diffusant également son modèle à d'autres territoires. Ce récit n'étant pas issu d'une co-construction, il est difficile d'affirmer que ce récit est partagé et efficace auprès des différents acteurs du territoire.

Section 3 : Etat des lieux des connaissances scientifiques cas similaires ou connexes

Enfin, le dernier axe de recherche de mon cadre théorique était un état des lieux de la recherche sur l'appropriation et l'adhésion des acteurs d'un territoire aux projets multipartenariaux et/ou multisectoriel mobilisant une mise en récit de l'évolution du territoire et un objectif en lien avec les enjeux climatiques/environnementaux. Il s'agissait d'identifier les modèles, méthodes concepts et théories appliqués par les autres auteurs et mobilisables pour ma propre étude, en fonction des similarités des cas avec le projet LRTZC et son contexte. Je vais ici présenter les travaux dont j'ai retenu les théories,, les concepts et méthodes dans le cadre du stage :

- Étude connexe préexistante sur les projets territoriaux de neutralité carbone

Un article prenant pour étude de cas la ville de Leuven²¹, en Belgique, propose d'analyser comment des projets de villes neutres en carbone, proches de LRTZC, dépolitisent l'enjeu climatique, notamment par des formes technocratiques de prise de décision, de gouvernance et de marketing urbain, qualifiées de « post-politiques », qui invisibilisent ou mettent de côté les acteurs défendant des visions alternatives. Les auteurs évoquent notamment les stratégies symboliques ou discursives, telle que la mise en récit, qui véhiculent une projection d'une ville neutre en carbone où tout le monde est gagnant, et en analysent les éléments structurants ainsi que les limites.

Concernant les éléments, nous retrouvons effectivement des axes constitutifs du récit mobilisé par LRTZC :

²¹ Kenis, A., Lievens, M. (2017). Imagining the carbon neutral city: the (post)politics of time and space. *Environment and Planning A*, 49 (8), 1762-1778, DOI: 10.1177/0308518X16680617.

- l'utilisation d'une "image de proue" enthousiasmante, "une image idéale d'un avenir durable, enracinée dans les développements contemporains et les réalités historiques de la ville" ;
- le recours à l'image des acteurs considérés comme des « chefs de file » dans leurs domaines respectifs ;
- La délimitation de frontières spatiales du territoire afin d'identifier des stratégies et des priorités pour la neutralisation du climat dans un lieu clairement circonscrit.

Ces mises en récit posent trois problèmes majeurs :

- le risque de basculement de l'objectif de neutralité carbone vers des objectifs de marketing et opportunités économiques, puisque le territoire et les acteurs du projet peuvent revendiquer cette "neutralité carbone" sur la base de projets futurs qui pourraient ne jamais être pleinement réalisés ;
- la délimitation du territoire risque de créer des processus de transition spatialement inégaux et exclut certaines dimensions conditionnant la neutralité carbone comme certains flux de biens et services, s'étendant au delà du territoire ;
- la construction de ce type de mise en récit se passe de formes plus larges de participation par les citoyens ou les groupes de la société civile, et est décidé en toute opacité selon un mécanisme de cooptation, où les initiateurs choisissent et incluent des personnes spécifiques qu'ils connaissent ou jugent intéressantes ou influentes.

Ces mises en récit entraînent de fait des exclusions d'un grand nombre d'acteurs, tout en présentant des risques de décalage entre les termes et les actes, ce qui peut conduire à une repolitisation de l'action climatique de territoire à travers des conflictualités sur des sujets non traités par le récit proposé, tel que le clivage centre-périphérie ou l'insuffisance démocratique. Ce cas d'étude, par ses similarités avec le projet LRTZC, constitue une bonne grille d'analyse pour prendre en compte les risques associés à la méthode de gouvernance de ce type de projet.

- L'appropriation des récits territoriaux sur les enjeux environnementaux/climatiques.

Un article portant sur le cas de la géothermie profonde dans la métropole de Strasbourg²² suggère que les maires ont profité d'une controverse opposant riverains et associations aux

²² BODIN Cyrille, CHAVOT Philippe, MASSERAN Anne et al., « Les formes d'appropriation de la transition énergétique par le récit territorial : le cas de la géothermie profonde dans la métropole de Strasbourg », Les Enjeux de l'information et de la communication, 2018/S1 (N° 18/3A), p. 69-80. DOI : 10.3917/enic.hs6.0069. URL : <https://www-cairn-info.gutenberg.univ-lr.fr/revue-les-enjeux-de-l-information-et-de-la-communication-2018-S1-page-69.htm>

opérateurs et aux instances de gouvernance locale sur les risques liés aux techniques mobilisées lors des forages pour développer des formes d'appropriation de la transition énergétique par le récit territorial pour réaffirmer le pouvoir de l' élu sur la vie publique locale. Ces réappropriations deviennent dès lors des stratégies d'influence sur les représentations sociales locales. Les municipalités s'emparent différemment du thème de la géothermie profonde, selon les modalités relevant des configurations politiques locales et des procédures décisionnelles permettant la mise en place des projets, oscillant dans les grandes lignes entre projet « ancré » aux structures de la représentation territoriale et projet « hors sol », décidé en d'autres lieux. Un autre article sur l'éolien offshore²³, étudiant ce même phénomène sur deux études de cas bretonne et normande, démontre que la pratique « gouvernement à distance » de l'État, qui dispose d'outils de pilotage des projets qui lui permettent de dessiner un/des territoire(s) selon ses intérêts et/ou les représentations qu'il s'en fait, s'est heurté aux stratégies d'appropriation des acteurs territoriaux de ces pressions exercées par l'État, afin de tenter de conformer ces projets éoliens à leurs propres stratégies de développement. Les systèmes d'acteurs locaux, malgré des représentations sociales contrastées, seraient parvenus à élaborer un récit territorial négocié pour installer un rapport de force avec le récit porté par l'Etat. Il s'agira de voir si ce phénomène se retrouve autour de LRTZC, sur l'échelle d'une agglomération. Le projet LRTZC, nous l'avons vu, semble susceptible de susciter des conflictualités autour des politiques climatiques suite à l'exclusion de certains acteurs du processus de construction du projet. C'est notamment le cas des élus des communes de l'agglomération, alors que le projet est particulièrement favorable à La Rochelle et nettement moins aux communes rurales de l'agglomération. Le sujet de l'éolien semble être une occasion pour les élus de réaffirmer leur pouvoir politique, en activant une mise en récit du clivage centre-périphérie. De fait, il apparaît pertinent de mobiliser ce concept d'appropriation du récit pour interroger son existence dans le cadre des discours et représentations autour de l'atteinte de la neutralité carbone sur le territoire de la Cda

²³ VRARD Aurélien, PASQUIER Romain, « Territorialiser la politique de l'éolien maritime en France. Entre injonctions étatiques et logiques d'appropriation », *Gouvernement et action publique*, 2018/4 (VOL. 7), p. 63-91. DOI : 10.3917/gap.184.0063. URL : <https://www.cairn.info/revue-gouvernement-et-action-publique-2018-4-page-63.htm>

- L'étude des opérations de traduction sur un projet de restauration écologique visant à fédérer un écosystème d'acteurs à priori fragmenté

Un article portant sur la restauration écologique du Rhône²⁴ suggère qu'ils existe aujourd'hui un large accord autour de l'idée de restauration écologique, malgré une fragmentation entre des acteurs aux intérêts très hétéroclites comme cela peut être le cas pour le projet LRTZC (acteurs de l'industrie hydroélectrique, du tourisme, de l'environnement, de la navigation, collectivités locales, etc.). L'Agence de l'eau, porteuse du projet de restauration, a su agréger et enrôler une pluralité d'acteurs autour d'une problématique partagée au-delà de leurs intérêts potentiellement ou manifestement divergents, en laissant plusieurs récits se développer, conciliant et articulant les préoccupations pour l'environnement, pour la gestion des inondations et pour le développement économique local. Pour comprendre les conditions de l'atteinte de ce consensus ambigu, les auteurs ont procédé à une analyse discursive éclairée par la sociologie de la traduction²⁵. «La traduction est le processus en cinq étapes (problématisation, intéressement, enrôlement, mobilisation des alliés), par lequel des actants, entités humaines et non humaines (Latour, 2005) qui construisent le projet, vont progressivement converger et coopérer en réseau autour d'un projet commun.» La grille d'analyse de la sociologie leur a permis de déterminer, à partir de l'analyse des discours, que l'Agence avait su fédérer les acteurs en procédant dans un premier temps à problématisation consensuelle du projet par une définition concertée de la restauration écologique, avant de chercher à traduire les intérêts d'une pluralité d'acteurs afin de les intéresser, de les enrôler et de les mobiliser dans un projet collectif'. J'ai retenu la méthode de recherche de ces auteurs pour mon étude, pour des raisons que je vais détailler par la suite.

Chapitre 3 : La problématique et les hypothèses de recherche

La phase d'exploration m'a permis de prendre conscience que le projet était relativement contesté par les acteurs du territoire et ne semblait pas susciter une réelle adhésion à son objectif et son récit de dynamique de mobilisation territoriale vers la neutralité carbone. J'ai émis plusieurs hypothèses pour expliquer cette tendance :

²⁴ Guerrin, Joana et Sylvain Barone. « Récits d'action publique et opérations de traductions : la restauration écologique du fleuve Rhône (France). » *Politique et Sociétés*, volume 39, numéro 2, 2020, p. 49–79. <https://doi.org/10.7202/1070039ar>

²⁵ DURAND Sandra, BARET Christophe, KROHMER Cathy, « La sociologie de la traduction comme grille de recherche-intervention : le cas d'un projet de prévention des risques psychosociaux dans un hôpital public », *RIMHE*, 2018/1 (n° 30, vol. 7), p. 3-28. DOI : 10.3917/rimhe.030.0003. URL : <https://www.cairn.info/revue-rimhe-2018-1-page-3.htm>

- Le projet n'ayant pas été conçu comme un projet de territoire, il ne respecte de fait pas les préconisations existantes concernant la construction de ce dernier, en particulier en matière de démarche collaborative, ce qui n'a pas permis de créer l'adhésion des acteurs du territoire.
- Le projet a opéré des opérations de traductions visant à l'obtention d'un consensus ambigu entre les acteurs du projet LRTZC, avec notamment une problématisation partagée. Mais l'extension de fait du projet vers les acteurs du territoire a conduit à l'obsolescence de ces opérations, adaptées pour la réponse de l'AMI mais pas pour un projet de territoire.
- L'approche technocratique du récit territorial, reposant sur du marketing territorial et des opportunités économiques, ne correspond pas à la logique d'une dynamique territoriale et a créé un décalage entre les représentations projet que se font les acteurs et l'ambition qu'il souhaite véhiculer
- En l'absence d'un diagnostic partagé et d'une définition concertée des enjeux, stratégies et des leviers d'actions avec les acteurs du territoire pour l'atteinte de l'objectif, le projet génère des formes de rejet, mais aussi des formes d'appropriations concurrentes de son récit visant à proposer des visions alternatives de l'atteinte de l'objectif, notamment via un rééquilibrage des relations sur le territoire et des bénéficiaires du projet.

Il me semblait dès lors que c'était les conséquences de la construction du projet sur les représentations des acteurs, et plus particulièrement leur adhésion, qui étaient au cœur de la problématique de l'étude. C'est pourquoi j'ai formulé la problématique de telle manière :
 "Notre étude a pour objectif d'évaluer la capacité de LRTZC à générer une dynamique territoriale globale vers la neutralité carbone, au regard de sa construction et à l'aune des préconisations existantes concernant l'élaboration des projets de territoire. La recherche menée vise plus spécifiquement les représentations et logiques des acteurs concernés afin d'analyser les facteurs d'adhésion ou de défiance au projet et à son ambition."

Chapitre 4 : La construction du protocole d'enquête et du modèle d'analyse

La dernière étape de la phase méthodologique a consisté en l'élaboration du protocole d'enquête et du modèle d'analyse qui devaient me permettre de répondre à la problématique. Il s'agissait ici de préparer l'enquête de terrain, en définissant

l'échantillonnage et le site d'étude, en élaborant la grille d'entretien (ayant retenu comme mentionné précédemment une méthode de recherche qualitative), et enfin en construisant le modèle d'analyse me permettant d'extraire et d'analyser les résultats.

Section 1 : Un échantillonnage élaboré sur un principe de cercles concentriques d'acteurs

La recherche menée vise en particulier les représentations et logiques des acteurs concernés, afin d'analyser les facteurs d'adhésion ou de défiance au projet et à son ambition. Il s'agit, plus spécifiquement, d'analyser le processus de diffusion de l'ambition du projet depuis le centre de gravité du projet, incarné par le COTECH, jusqu'aux acteurs du territoire externes au projet, en passant par les acteurs de l'écosystème LRTZC. Ceci afin d'évaluer l'efficacité de cette diffusion et les leviers qui y concourent, ou, a contrario, les freins qui la contraignent. C'est pourquoi nous procédons à cette étude par cercles d'acteurs, déterminés à partir de la logique d'évolution du projet (équipe projet > constitution de l'écosystème LRTZC > élargissement vers les acteurs du territoire et des territoires limitrophes) et de diffusion de son récit (cœur du projet > écosystème du projet > exogène au projet). Ainsi, trois catégories d'acteurs sont au cœur de notre étude :

- Les porteurs d'axes, membres du COTECH, constituent le centre de gravité du projet LRTZC. Ils sont chargés de coordonner la mise en œuvre des axes et de suivre les projets qui y sont rattachés. Ils sont, par leur lien direct avec les acteurs de l'écosystème, les principaux responsables de la diffusion du récit et de l'enclenchement d'une dynamique territoriale au sein du projet.
- Les acteurs de l'écosystème des partenaires LRTZC, évoluant autour du centre de gravité, sont entrés dans le projet avant l'évolution de ce dernier comme marque du territoire. Porteurs des actions et des opérations, ils ne font pas tous partie du territoire, mais sont associés à la dynamique de par leur statut de membres du projet.
- Les acteurs de ce que nous avons choisi de nommer, dans le cadre de nos recherches, "d'écosystème élargi", constitué d'acteurs du territoire traditionnellement présents dans les processus d'élaboration du projet de territoire ou des différents plans territoriaux (PCAET, PAT) qui ont été absents de la construction initiale du projet. Il comprend : les maires des communes de l'agglomération, qui n'ont pas été impliqués dans la construction et ne sont pas porteurs d'opérations ; Les Territoires d'Alliance, associés à la démarche mais ne portant pas d'opération et n'ayant pas été impliqués dans la construction du projet. ; Des représentants d'associations du

territoire particulièrement actives sur les enjeux de transition et de neutralité carbone, n'ayant pas été associées au projet initial. Cette catégorie devait nous permettre d'évaluer la capacité du projet LRTZC à s'imposer comme projet de territoire en dépit de ses modalités de construction.

Concernant le périmètre territorial, nous avons choisi de l'élargir par rapport à la Cda pour intégrer les EPCI limitrophes, qui font partie des territoires d'alliance dans le cadre de LRTZC.

Schéma 1 : cercles d'acteurs étudiés dans le cadre du stage

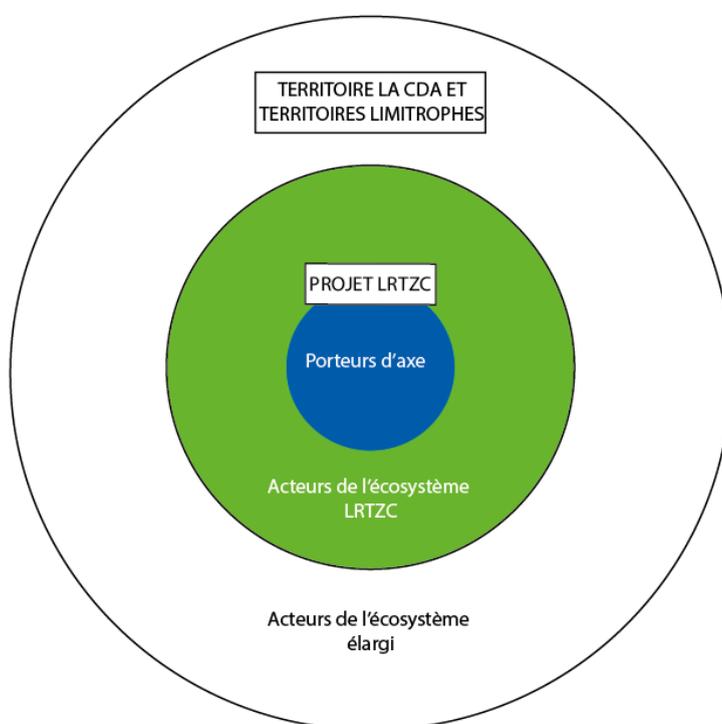


Schéma : Thibault Letertre, MNHN, 2022.

Parmi la quarantaine d'acteurs contactés sur la base de ces cercles concentriques, en portant une attention particulière portée à l'équilibre numérique entre les 3 catégories, j'ai pu conduire 21 entretiens semi-directifs, listés dans le tableau 1. J'ai en outre participé à plusieurs réunions inscrites dans le cadre du projet LRTZC en tant qu'observateur (Comité Citoyen, Réunion Bilan, Réunion COTECH,...).

Tableau 1 : Entretiens réalisés.

Acteurs interviewés	Nombre
Porteurs d'axe	7
- <i>Axes initiaux</i>	5
- <i>Nouveaux axes²⁶</i>	2
Acteurs de l'écosystème LRTZC	5
- <i>Entreprises (externes au territoire)</i>	2
- <i>Associations (implantées dans le territoire)</i>	2
- <i>Sociétaire de la coopérative</i>	1
Acteurs de l'écosystème élargi	9
- <i>Territoires limitrophes/d'alliance</i>	3
- <i>Maire de commune de la Cda</i>	1
- <i>Associations du territoire</i>	5

Section 2 : L'élaboration de la grille d'entretien

J'ai ensuite élaboré une grille d'entretien type (annexe 1), organisée en trois parties :

- Une première partie dédiée au profil de l'enquêté et son rapport au territoire et aux enjeux climatiques. En effet, la revue de littérature sur les représentations liées aux enjeux climatiques a mis en évidence une sensibilité très variable d'un individu à l'autre, sous l'influence de diverses variables. On distingue 3 grandes variables : le point de vue individuel, centré sur l'individu et sa perception, liée à des savoirs sensoriels pouvant être influencés par un traitement politique et médiatique ; une perspective socio-culturelle, tels que l'âge, le statut social, les facteurs politico-culturels, etc... ; et les facteurs contextuels, liés au cadre de vie, comme l'importance des environnements locaux, de la mémoire du risque et de l'attachement au lieu²⁷. C'est sur la base de ces variables que j'ai élaboré les questions. Il s'agissait ici d'identifier le contexte et les motivations d'entrée de l'acteur dans le projet LRTZC, en portant une attention particulière à la culture et à le rapport

²⁶ Les axes agriculture et tourisme n'étaient pas prévus initialement dans le projet LRTZC, et ont été ajoutés a posteriori en dehors du cadre du contrat du PIA. Ils ont à ce titre la particularité de ne pas avoir de budget propre.

²⁷ MARTIN Solange, "L'opinion publique sur le climat en France", *Futuribles*, 02/2020, N° 435, pages 35 à 55.

<<https://www.cairn.info/revue-futuribles-2020-2-page-35.htm?contenu=article>>

de l'acteur vis-à-vis du changement climatique, ainsi qu'aux facteurs d'intéressement et d'enrôlement dans le projet. L'hypothèse de départ étant que les acteurs ne s'engagent pas prioritairement pour s'inscrire dans une démarche territoriale d'atteinte de la neutralité carbone mais davantage pour des intérêts propres.

- Une seconde partie dédiée aux représentations des acteurs de l'atteinte de la neutralité carbone à l'échelle du territoire. La littérature scientifique sur les projets de territoire s'inscrivant dans des dynamiques de transition et de durabilité démontre que les porteurs de ces derniers recourent largement à la création et la communication d'un imaginaire territorial devant permettre la création d'une "communauté de destin". Le projet LRTZC semble s'inscrire dans cette tendance, par une mise en récit insistant sur l'engagement historique de la ville, l'opportunité du projet, et une problématisation spécifique du sujet autour des risques induits par le changement climatique pour le territoire. La littérature scientifique met également en avant qu'en l'absence d'adhésion au projet et à son récit, les acteurs du territoire peuvent parfois se réapproprier ces récit territoriaux en les réorientant de façon à promouvoir leurs intérêts propres. Il s'agit donc à travers cette partie d'évaluer si le projet est créateur de représentations communes ou si son récit formule une problématisation assimilables par les différentes représentations autour de cet enjeu de la neutralité carbone, et le cas échéant autour de quels enjeux et contradictions s'articulent les représentations et appropriations des acteurs de l'enjeu neutralité carbone à l'échelle du territoire. L'hypothèse de départ étant que l'absence de diagnostic partagé et d'une définition concertée des enjeux, le projet est en décalage avec les besoins prioritaires de certains acteurs du territoire.
- Une troisième partie dédiée aux représentations sur le projet LRTZC. Il s'agit dans cette partie de saisir les perceptions et l'adhésion au projet LRTZC, ainsi que son fonctionnement interne (pour les porteurs d'axe et les acteurs de l'écosystème LRTZC) afin d'évaluer sa capacité à créer une dynamique de mobilisation territoriale vers la neutralité carbone, ainsi que ses limites perçues par les acteurs. L'hypothèse étant que l'exclusion des acteurs du territoire traditionnellement associés à l'élaboration du projet de territoire est à l'origine d'une méconnaissance du contenu du projet, ainsi que son rejet de par sa déconnexion avec l'écosystème local, alors qu'en son sein l'hétérogénéité des acteurs et le fonctionnement en silo des axes contribuent à maintenir une hétérogénéité des représentations et l'absence de dynamique collective.

J'ai dû réajuster à plusieurs reprises la grille de manière à ce que les questions soient à la fois les plus ouvertes possibles tout en orientant le plus clairement possible l'enquête vers le sujet visé. L'objectif de ce questionnaire était d'obtenir un maximum de production de discours, afin d'avoir un maximum de matière analysable, tout en évitant le hors-sujet.

Section 3 : Le choix d'une méthode d'analyse discursive éclairée par la sociologie de la traduction

En ce qui concerne le modèle d'analyse, j'ai choisi de reprendre la méthode utilisée par Joana Guerrin, maître de conférences à l'Université de Nîmes (France) et Sylvain Barone, chargé de recherche à l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea), pour leur étude sur le projet de la restauration écologique du fleuve Rhône²⁸, à savoir une analyse discursive éclairée par la sociologie de la traduction. Par "éclairée", je signifie que je n'ai pas mobilisé toute la méthode de recherche de la sociologie de la traduction, mais simplement mobilisé ses concepts principaux, détaillées dans le tableau ci-dessous, à l'appui de mon analyse discursive.

Tableau 2 : Synthèse des étapes du modèle de la sociologie de la traduction²⁹

Étapes du modèle	Description
Contextualisation	Identification des éléments des contextes internes et externes, susceptibles d'influencer le processus de changement.
Problématisation	Formulation d'un objectif commun, créateur de sens, qui met en lumière le dénominateur commun d'intérêts entre les acteurs.
Intéressement	Ensemble des efforts accomplis par les promoteurs du projet pour intéresser un nombre croissant d'alliés et les faire participer activement à la construction de l'innovation. Les promoteurs s'appuient sur des

²⁸ Guerrin, Joana et Sylvain Barone. « Récits d'action publique et opérations de traductions : la restauration écologique du fleuve Rhône (France). » *Politique et Sociétés*, volume 39, numéro 2, 2020, p. 49–79. <https://doi.org/10.7202/1070039ar>

²⁹ Tableau extrait de : DURAND Sandra, BARET Christophe, KROHMER Cathy, « La sociologie de la traduction comme grille de recherche-intervention : le cas d'un projet de prévention des risques psychosociaux dans un hôpital public », *RIMHE*, 2018/1 (n° 30, vol. 7), p. 7. DOI : 10.3917/rimhe.030.0003. URL : <https://www.cairn.info/revue-rimhe-2018-1-page-3.htm>

	dispositifs d'intéressement (Callon et Law, 1988) à savoir des outils, moyens, actions qui, dans la pratique, permettent de faire la traduction. Les « centres de traduction » (Callon et Law, 1988), espaces dédiés aux échanges, sont des dispositifs favorisant la progression de la traduction.
Enrôlement	Mobilisation des acteurs dans le réseau ; l'intérêt pour le projet se traduit en action. Les acteurs se voient attribuer un rôle dans le projet et acceptent de le jouer ; ils deviennent des « porte-parole », prennent part au développement de l'innovation et enrôlent à leur tour de nouveaux alliés.
Rallongement du réseau	Logique qui conduit le projet sociotechnique du « centre » (micro-réseau initial) vers la « périphérie » (nouveaux partenaires au réseau).

Les concepts de la sociologie de la traduction me permettaient d'aller au delà de l'étude et de la comparaison des discours/représentations, et d'étudier leurs dynamiques de propagation sous l'effet des stratégies des acteurs en matière de problématisation, d'intéressement, d'enrôlement et de mobilisation. Il me paraissait indispensable de tenter d'évaluer la dynamique de diffusion des discours, étant donné que c'est précisément l'ambition du projet LRTZC pour générer une dynamique de mobilisation territoriale vers la neutralité carbone.

L'analyse de discours vise à analyser les représentations au-delà de leur contenu dans le cadre plus global de leur contexte, en "analysant les champs sémantiques, les modes d'argumentation et de légitimation, la structuration ou le système d'énonciation, autrement dit la façon dont l'émetteur s'implique dans sa production et y implique se(s) destinataire(s)"³⁰. Puisque mon étude des représentations s'inscrit dans le cadre du projet LRTZC, il importait "de faire émerger les éléments clés d'un discours, ou de révéler des points de comparaison ou de divergences entre plusieurs discours"³¹ sur le projet LRTZC, en

³⁰ SEIGNOUR Amélie, "Méthode d'analyse des discours. L'exemple de l'allocution d'un dirigeant d'entreprise publique", Université Montpellier 2, ERFI, 2011.

URL : https://archives-rfg.revuesonline.com/gratuit/RFG37_211_02_Seignour-211.pdf

³¹ URL : <https://www.scribbr.fr/methodologie/analyse-de-discours/>

Consulté le 09/09/2022.

procédant à une analyse d'abord au cas par cas, puis transversale. Pour ce faire, j'ai élaboré un tableau à double entrée, résumant les discours des acteurs selon les thématiques abordées sur la base de la grille d'entretien, et me permettant de réaliser cette double lecture. J'ai également détaillé dans ce tableau l'ancrage sociologique de chaque enquête (Parcours, structure, origine géographique,...) afin d'étudier les variables influençant le discours et les représentations et structurant potentiellement différentes catégories de représentations sociales partagées. Puis, dans le cadre d'un rapport rendu à mes responsables, j'ai synthétisé les discours en révélant les points de convergences et divergences, sur la base de mes lectures en colonne (pour comparer les différentes réponses) et en ligne (pour résumer chaque discours) de mon tableau.

Enfin, afin d'objectiver les convergences et divergences des représentations des acteurs et pouvoir me reposer sur un indicateur comparatif, j'ai proposé aux enquêtés de se positionner vis-à-vis des scénarios de transition élaborés par l'Ademe³² en choisissant le scénario le plus proche de leur sensibilité, puis le scénario le plus proche de LRTZC. Je souhaitais par ce biais ajouter un second filtre comparatif qui pousserait les acteurs à définir eux-mêmes leur positionnement, et ainsi ne pas tirer des conclusions uniquement à partir de mes analyses de discours, mais également sur la base de valeurs équivalentes et comparables.

³² Transition(s) 2050. Résumé exécutif., ADEME, 2022.

Partie 2 : Les résultats

Afin de préserver l'anonymat des enquêtés, j'ai utilisé les dénominations "Axe X" pour les porteurs d'axes, et "Entreprise/Association/Plateforme/Sociétaire X" pour les acteurs de l'écosystème. Les chiffres ne correspondent pas aux numéros attribués aux axes dans le cadre du projet.

Chapitre 1: Une construction de l'écosystème décorrélé de l'ambition territoriale de neutralité carbone

La construction initiale du projet a affaibli la possibilité d'enclenchement d'une dynamique territoriale vers la neutralité carbone, en créant un intéressement au projet basé sur l'opportunité plutôt que l'adhésion, et en construisant un écosystème sur des principes de réseautage et de cooptation, plutôt que des principes d'exemplarité et d'enracinement territorial.

Section 1 : Des modalités de recrutement basées sur les effets de réseaux et de cooptation

Les résultats de notre enquête mettent en évidence, d'une part, que le recrutement ne semble pas tant s'être basé sur l'adéquation du profil des acteurs avec les objectifs du projet que sur des processus de recrutements internes et de réseautage. Les porteurs d'axes ayant participé à notre enquête sont ainsi issus à une exception près, d'un recrutement en interne. Ils revendiquent à ce titre d'abord une affiliation à leur structure plutôt qu'au projet, et rattachent prioritairement leur motivation non au projet et à son ambition, mais à la thématique traitée dans leur axe.

La construction initiale du collectif d'acteurs du projet se révèle également détachée d'une logique territoriale et de primauté de l'exemplarité en vue d'atteindre la neutralité carbone, et a plutôt favorisé des logiques de réseau en vue de construire des actions innovantes plutôt qu'un projet systémique. On distingue deux types d'enrôlement :

- Direct, par les porteurs du projet, sur la base de liens et relations historiques avec un membre du consortium.
- Indirect, en étant sollicité et intégré via un partenaire devenu acteur de l'écosystème LRTZC en vue de réaliser une action.

Section 2 : Une stratégie d'intéressement favorisant les ralliements opportunistes

D'autre part, la constitution de l'écosystème LRTZC repose sur des dispositifs d'intéressement marketing et financiers, desquels résultent des ralliements qui ne semblent pas tant motivés par l'adhésion au projet qu'à l'opportunité qu'il représente pour les intérêts propres à chacun. Le développement d'une stratégie d'intéressement basée sur des dispositifs marketing et financiers a eu une efficacité certaine pour créer une volonté de ralliement, qu'il soit direct ou indirect, au projet. Cette stratégie était adaptée à une logique de fonctionnement par portage d'action, mais pose problème dans une logique de dynamique collective du territoire vers la neutralité carbone, puisque le projet n'est plus considéré par les acteurs pour son ambition mais pour son opportunité.

Chapitre 2 : L'échec du projet à générer une représentation sociale collective de son ambition

L'étude des représentations par cercles d'acteurs révèle, d'une part, une convergence des représentations de chaque cercle d'acteurs sur l'impossibilité d'atteinte de l'objectif, ce qui tend à prouver que l'enrôlement des acteurs n'est pas lié à l'ambition du projet, mais bien à d'autres facteurs que nous avons identifiés en première partie. Les tentatives d'enclenchement de la dynamique territoriale vers la neutralité carbone se révèlent pour l'heure inefficaces, d'autant que le projet n'est pas perçu comme crédible pour l'atteinte de son ambition, et n'est pas approprié en l'état par les acteurs en tant que projet de territoire mais bien en tant qu'opportunité. D'autre part, l'étude révèle que l'appropriation de l'ambition du projet est très variable d'un cercle d'acteur à l'autre. On constate notamment que plus les acteurs interrogés sont éloignés du centre de gravité du projet, plus les représentations qu'ils en ont sont hétérogènes.

Section 1 : Une pluralité de discours personnalisés par axes, au détriment d'un discours commun sur l'ambition du territoire

Le positionnement vis-à-vis des scénarios de l'Ademe révèle un décalage entre, d'une part, la sensibilité des porteurs d'axe aux enjeux climatiques et de transition, d'autre part, l'ambition qu'ils estiment portée par le projet.

En effet, aucun porteur d'axe ne se positionne sur le même scénario que celui qu'ils attribuent au projet LRTZC, témoignant ainsi d'une conception différente de la transition écologique et systématiquement plus radicale en matière de transformation du territoire et des modes de vie. Par ailleurs, les représentations des porteurs d'axe sont caractérisées par leur convergence, l'ensemble des porteurs d'axes se positionne soit sur le scénario 1 (génération frugale), 2 (coopérations territoriales) ou entre les deux, soit les deux scénarios les plus ambitieux, le projet étant associé par quatre porteurs sur 7 au scénario technologie verte. Seuls deux porteurs d'axe ont proposé d'autres scénarios : un porteur, arrivé plus tardivement, positionne le projet sur le scénario "Pari réparateur", le moins ambitieux, et un autre porteur sur le scénario 2 (coopérations territoriales).

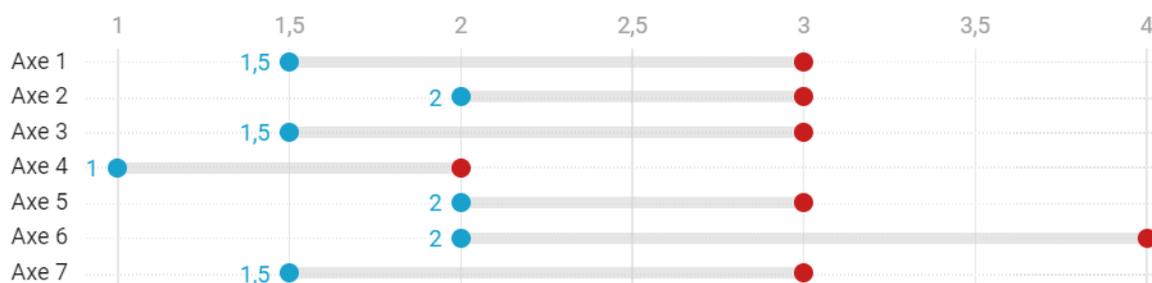
Graphique 1

Représentations des porteurs d'axe en matière de transition écologique.

Sur la base des scénarios de l'Ademe.

En bleu: positionnement personnel. En rouge : positionnement estimé de LRTZC.

1 : Génération frugale ; 2 : Coopérations territoriales ; 3 : Technologies vertes ; 4 : Pari réparateur



Graphique: Thibault Letertre • [Récupérer les données](#) • Créé avec [Datawrapper](#)



Il apparaît ainsi que le centre de gravité du projet LRTZC, incarné par le COTECH, ait une vision cohérente du projet, sans toutefois d'adhésion au récit et à l'ambition de celui-ci puisqu'il est perçu, là encore de manière unanime, comme inadapté pour permettre d'atteindre la neutralité carbone à l'échelle du territoire au regard de sa construction, de ses moyens et sa structure. Néanmoins, paradoxalement avec leurs discours publics plus radicaux et l'homogénéité de leurs représentations, les porteurs d'axes mobilisent au sein de leurs axes des récits et discours personnalisés, qui édulcorent l'objectif initial de neutralité carbone, le vident de sa substance, voire l'invisibilisent. La diffusion du récit n'est en effet

pas homogène au sein du projet : chaque porteur d'axe mobilise son propre discours au sein de son axe.

Tableau 3 : Discours mobilisés par les porteurs d'axes du projet LRTZC

Axe	Discours mobilisé
Axe 1	Sobriété , réduire les déplacements en priorité et les moins émissifs possible le cas échéant. Pas un problème si l'usage des termes est scientifiquement inexact, l'important étant de mobiliser.
Axe 2	Massification des solutions , en veillant à l'acceptabilité des projets d'autoconsommation collective.
Axe 3	Durabilité du bâti en termes de matériaux, d'énergie renouvelable, moins recours au béton
Axe 4	Performance environnementale . Associer l'environnement au développement économique va apporter des gains économiques à l'entreprise. Accompagnement à la transition.
Axe 5	Numérique durable/responsable , mettre le potentiel numérique au service du projet de territoire et du cadre de vie, ainsi que de l'atteinte de l'objectif en réduisant l'impact du numérique sur le bilan carbone global
Axe 6	Tourisme durable . N'utilise pas le terme de neutralité carbone. Prudence avec les termes pour ne pas braquer les professionnels, cherche à éviter la culpabilisation et la moralisation car les gens sont en vacances.
Axe 7	Prudence avec les termes pour ne pas braquer les professionnels. Crainte de basculer dans une posture alimentant le ressentiment du monde rural à l'égard des urbains.

Section 2 : Un écosystème LRTZC fragmenté par des représentations hétérogènes de l'ambition du projet

Le positionnement vis-à-vis des scénarios de l'Ademe est beaucoup plus disparates chez les acteurs de l'écosystème. Ainsi, comme le révèle le graphique 2 (page 25) les deux entreprises que j'ai pu interroger ont témoigné d'une forte proximité avec l'ambition du projet, alors que l'association et la plateforme participative ont revendiqué de fortes divergences avec les orientations du projet. Le sociétaire de la coopérative positionne le projet en fonction de celle-ci, puisque son ralliement au projet est associé à la coopérative carbone plus qu'à LRTZC, lui donnant un positionnement plus ambitieux et transformateur que les entreprises, mais en dissociant les deux entités. Cette différence peut s'expliquer

notamment par l'engagement des entreprises dans des opérations innovantes, alors que la coopérative finance des projets de transition.

Graphique 2

Représentations des acteurs de l'écosystème en matière de transition

Sur la base des scénarios de l'Ademe.

En bleu: positionnement personnel. En rouge : positionnement estimé de LRTZC.

1 : Génération frugale ; 2 : Coopérations territoriales ; 3 : Technologies vertes ; 4 : Pari réparateur



Graphique: Thibault Letertre • [Récupérer les données](#) • Créé avec [Datawrapper](#)



L'hétérogénéité des représentations semble en particulier s'articuler autour de l'absence de définition partagée de la problématisation de l'objectif, ce qui nous renvoie à la multiplicité des discours portés par les porteurs d'axes. Un marqueur fondamental de cette hétérogénéité semble être l'appartenance au territoire. Le récit initialement porté par LRTZC, estimant qu'en tant que territoire pionnier, La Rochelle doit prendre le leadership dans la lutte contre changement climatique, tout en garantissant le développement économique du territoire, semble obtenir l'adhésion des acteurs externes grâce à l'image environnementale de La Rochelle. A l'inverse, la présence historique sur le territoire confère une connaissance du territoire, de son histoire, de ses enjeux et de son actualité politique, et donc une approche à la fois plus critique et plus globale du projet et des enjeux de transition du territoire par les acteurs locaux

En revanche, une convergence des représentations existe quant à l'ambition : en dehors d'une entreprise, aucun des acteurs de l'écosystème que nous avons pu interroger ne croit en la possibilité d'atteinte de l'objectif ou ne se prononce pas sur sa faisabilité. De fait, l'adhésion à l'ambition du projet est, à l'instar des porteurs d'axe, rendue complexe par l'absence de crédibilité du projet, dont l'engagement des acteurs semble limité à une logique opportuniste.

Section 3 : L'émergence d'appropriations alternatives de l'ambition, autour d'un rééquilibrage des relations centre-périphérie

Parmi les acteurs de l'écosystème élargi, à l'instar des porteurs d'axes et des acteurs de l'écosystème, il existe une convergence des représentations sur l'infaisabilité de l'objectif, ce qui tend à renforcer l'impression que le projet n'est pas perçu comme crédible pour atteindre son ambition et ne dépasse pas le stade de l'intéressement opportuniste, comme en témoigne les attentes des territoires d'alliances et des communes qui demeurent basées sur les opportunités de financement ou d'accompagnement en matière d'ingénierie pour répliquer les actions du projet ou porter des politiques publiques. Par ailleurs, l'absence d'adhésion à son récit et son ambition parmi les acteurs de l'écosystème élargi semble indiquer qu'il n'existe pas de diagnostic partagé sur la problématisation de l'objectif, et qu'il ne répond pas aux attentes de ces acteurs. Un résultat particulièrement intéressant de l'étude des représentations de ces acteurs est leur convergence autour de l'échelle du projet. Ce dernier semble en effet engendrer une appropriation de l'ambition de dynamique territoriale vers la neutralité carbone, incorporant le rééquilibrage des relations entre le centre rochelais et sa périphérie en élargissant son périmètre.

Au regard des représentations exprimées par les acteurs que nous avons rencontrés, le projet LRTZC, semble ainsi susceptible de susciter des conflictualités autour des politiques climatiques suite à l'exclusion de certains acteurs du processus de construction du projet. C'est notamment le cas des élus des communes de l'agglomération, alors que les actions et bénéfices du projet sont particulièrement centrés sur La Rochelle et nettement moins sur les communes rurales de l'agglomération. Le sujet de l'éolien semble à ce titre être une occasion pour les élus de réaffirmer leur pouvoir politique, en activant une mise en récit du clivage centre-périphérie, le considérant dans la lignée d'une politique communautaire visant à laisser tous les aspects négatifs de la transition à l'arrière pays pour le bénéfice de La Rochelle. Le projet LRTZC est parfois associé à la question des éoliennes alors qu'il n'a pas de volet de transition énergétique, notamment par les communes, communautés de communes ou acteurs associatifs des zones rurales.

De manière générale, le sentiment globalement partagé par les acteurs de l'écosystème élargi est que LRTZC renvoie aux déséquilibres territoriaux entre le centre rochelais et sa périphérie, en privilégiant le cœur de l'agglomération au détriment de l'intérêt communautaire. Le projet LRTZC est perçu par un certain nombre d'acteurs, y compris membres du projet, comme "rochelo-centré". A la fois dans sa communication, à travers un récit mettant le passé "exemplaire de la ville" au cœur des discours. Dans sa construction,

qui laisse le sentiment d'avoir été menée sans concertation et co-construction avec les élus ruraux, notamment, au détriment de l'intérêt communautaire. Et dans ses actions, parfois perçues comme éloignées des réalités et besoins des espaces ruraux, voire périurbains.

Ce diagnostic partagé semble même conduire à la formation d'une appropriation du récit de transition territoriale vers la neutralité carbone par ces acteurs, notamment aux sein des acteurs ruraux et des territoires d'alliances, qui partagent tous la vision d'un projet élargie à l'échelle du SCOT ou du PAT, dans une logique de bassin de vie et bassin économique, de cohérence et de continuité avec ces plans, et afin d'étendre, d'homogénéiser et de mutualiser davantage les moyens pour atteindre la neutralité carbone.

Chapitre 3 : Causes de l'échec et leviers de réussite de l'enclenchement d'une dynamique de mobilisation territoriale

Les lacunes en matière de concertation et d'information sur le projet, ainsi que la mobilisation opaque d'acteurs jugés comme peu engagés sur les enjeux de lutte contre le changement climatique et de transition écologique, nuisent à la création d'une communauté engagée vers la neutralité carbone faute de confiance, de sentiment d'appartenance à un collectif. A l'inverse de l'enclenchement d'une dynamique territoriale cohérente, le projet semble avoir pour effet de fragmenter, en interne comme en externe, les acteurs sur la manière d'appréhender la transition du territoire. Il apparaît que l'effet socialisateur du projet, qui permettrait de créer un collectif autour de l'atteinte de l'ambition du projet, se limite au centre de gravité du projet grâce à de nombreux espaces de discussions permettant aux acteurs d'homogénéiser leurs discours et leurs représentations.

Section 1 : Des modalités de concertation, de mobilisation et d'information contestées qui freinent l'adhésion

Les défaillances du projet en matière de concertation et d'information ont donc pour effet de susciter des actions et réactions qui échappent au contrôle du pilotage du projet, avec, d'une part, l'émergence de récits concurrents et de structures alternatives au projet, d'autres part d'une décentralisation de la production de discours au sein du projet. Par ailleurs, la composition initiale de l'écosystème LRTZC et le choix des acteurs mobilisés suscite un ressentiment de certains acteurs engagés de longue date sur les enjeux de transitions, et

des doutes quant à la légitimité voire la crédibilité de ces acteurs pour porter un objectif aussi ambitieux.

- Concertation

LRTZC véhicule l'image, en particulier chez les acteurs ruraux de l'écosystème élargi, d'un projet décidé par le haut et pour la ville centre. Cette faiblesse de la concertation vaut parfois rejet du projet par principe, notamment par certaines associations. A ce titre, au moins trois porteurs d'axes reconnaissent l'acceptabilité du projet et le besoin de concertation comme faisant partie des enjeux prioritaires pour le projet.

Pour d'autres acteurs, comme le maire d'une commune de la Cda ou les territoires d'alliance, si l'absence de concertation ne vaut pas rejet, elle génère un projet en décalage avec leur réalité et leurs besoins. Par exemple, les territoires d'alliance estiment que le projet pose un problème de reproductibilité et de duplicabilité de ses actions, ce qui est pourtant l'objectif affiché pour les territoires d'alliance, dû au manque de moyens, humains comme financiers, et des réalités territoriales trop différentes (taille, ressources naturelles pour la captation carbone,...).

Cette pratique verticale de la politique communautaire contribue à alimenter le sentiment de déséquilibre entre centre et périphérie, et de mise à l'écart des territoires et communes rurales. C'est par une volonté de remettre de l'horizontalité dans les relations des communes de la Cda qu'un maire a lancé l'association des maires de la planète, afin de permettre l'émergence d'initiatives et de pratiques reproductibles pour chaque commune en matière de lutte contre le changement climatique.

- Mobilisation des acteurs

Les acteurs associatifs de l'écosystème élargi regrettent particulièrement de ne pas avoir été associés à la construction du projet, au regard de leur engagement historique pour la transition écologique sur le territoire. C'est en particulier la légitimité de certains acteurs de l'écosystème LRTZC qui est remise en cause, leur engagement en matière de transition étant particulièrement contesté. Le projet véhicule l'image d'un projet fermé, qui ne valorise pas l'engagement des acteurs du territoire et porte un objectif de neutralité carbone à l'échelle du territoire sans impliquer les acteurs locaux actifs sur ces sujets.

- Information

Le choix de l'objectif de neutralité carbone est perçu par l'ensemble des acteurs de l'écosystème élargi comme une stratégie marketing, de communication. L'importance de la

communication déployée est critiquée comme étant en décalage avec la réalité politique du territoire, les acteurs de l'écosystème élargi étant nombreux à estimer que La Rochelle n'a plus rien fait de pionnier depuis de nombreuses années, voire que certains éléments de son actualité sont incohérents et contradictoires avec l'ambition neutralité carbone qu'elle porte.

Si la communication est perçue comme bruyante, l'information sur le projet est paradoxalement perçue comme défailante par l'ensemble des acteurs de l'écosystème élargi que nous avons interrogé, mais également par certains acteurs de l'écosystème. La difficulté d'accès à l'information, malgré le manque de lisibilité d'un projet perçu comme complexe, a pour effet de susciter un sentiment de manque de transparence, voire d'une volonté de masquer les incohérences du projet. En effet, le projet demeure mal connu et mal compris par la majorité des acteurs extérieurs. Ces derniers possèdent un certain nombre d'interrogations qui les empêchent de percevoir le projet comme crédible et cohérent, en particulier concernant les méthodes de calcul de la balance carbone. Cette absence d'information a des conséquences qui vont au-delà du scepticisme et de l'absence d'adhésion : un acteur associatif a ainsi décidé de lancer sa propre réunion d'information sur LRTZC, avec une présentation critique du projet par un ingénieur à la retraite basée sur des informations obsolètes du projet mais disponibles en ligne, et qui arrivait à la conclusion sur la base de calculs personnels que le projet n'atteindra pas la neutralité carbone.

Parmi les acteurs de l'écosystème LRTZC, certains regrettent de n'avoir aucune information sur la progression d'autres acteurs, comme un acteur de l'axe numérique qui souhaiterait connaître les avancées de l'Université de La Rochelle sur les objectifs numériques. Ce sentiment est en décalage avec celui de plusieurs porteurs d'axes, qui estiment que les acteurs de l'écosystème peuvent aisément avoir accès à l'information sur l'avancement du projet. Il semble de fait exister un véritable enjeu de dialogue et d'échanges au sein même du projet, à l'origine d'une frustration croissante de certains acteurs.

Section 2 : Construire une dynamique de mobilisation territoriale grâce à l'effet socialisateur du projet : le rôle stratégique des arènes de discussions

Il apparaît que le centre de gravité du projet LRTZC, incarné par le COTECH, ait une vision cohérente du projet, sans toutefois d'adhésion au récit et à l'ambition de celui-ci puisqu'il est perçu, là encore de manière unanime, comme inadapté pour permettre d'atteindre la neutralité carbone à l'échelle du territoire au regard de sa construction, de ses moyens et sa

structure. Cette homogénéité des représentations semble résulter aussi bien de la proximité des profils des porteurs d'axes, tous engagés à titre individuel sur les enjeux environnementaux et issus d'un parcours étudiant et professionnel en lien avec ces thématiques, que d'un effet socialisateur du projet, les porteurs d'axe revendiquant leur bonne entente et leur convergence de visions.

Ainsi, le COTECH fonctionne comme une petite arène limitée, au dialogue régulier et construisant un corpus de connaissance commun via des réunions sur des éléments d'actualité comme les documents de l'Ademe, ainsi qu'un récit commun via des ateliers, tentant ainsi de prendre acte du besoin d'un discours commun et cohérent. Le projet génère par ce biais un effet de socialisation et d'homogénéisation des représentations. Cet effet de socialisation se ressent à travers le sentiment de la porteuse de l'axe tourisme, arrivée plus tardivement dans le projet, et qui arrive dans un collectif porteur de "codes" spécifiques³³.

A contrario, les acteurs de l'écosystème ne disposent pas d'espaces de discussion, et ne sont regroupés que dans le cadre d'un événement annuel présentant les avancées du projet. Ainsi, le projet ne leur permet pas de rentrer au contact des autres acteurs, ni d'être partie prenante de l'évolution du projet. L'effet d'adhésion et de socialisation demeurent donc assez faibles, ce qui pourrait expliquer une participation et un intérêt limité à l'opération chez les acteurs de l'écosystème que j'ai pu interroger. Il semble pourtant exister certaines frustrations liées à un fonctionnement considéré comme trop en silos entre les axes, voir les actions, au détriment de l'interconnaissance et de la transparence. Ainsi, si des porteurs d'axes tels que le responsable de l'axe bâti et le responsable de l'axe transition écologique des entreprises estiment que les acteurs de l'écosystème peuvent aisément avoir accès à l'information sur l'avancement du projet, la perception de certains acteurs est à l'opposé de cette affirmation, une entreprise de l'axe numérique regrettant par exemple de n'avoir aucune information sur la progression de l'Université de La Rochelle en matière de numérique, et aucun espace de discussion avec les autres acteurs.

Au sein des acteurs de l'écosystème, la plateforme participative et les acteurs qui en sont membres, profitant de l'espace commun de discussion qu'offre cette plateforme, réfléchiraient à l'élaboration d'une stratégie pour influencer au sein du projet en portant un récit commun, en homogénéisant leur discours et en construisant une colonne vertébrale commune. Néanmoins, la diversité des acteurs, de leur vision, et de leur degré d'investissement à la plateforme semble compliquer la mise en œuvre d'une telle ambition.

³³ Entretien avec un.e responsable d'axe.

Elle traduit néanmoins un échec du pilotage du projet à garder la main sur le récit de son projet, et le risque de fragmentation de son écosystème entre groupes d'acteurs aux visions convergentes.

Enfin, il existe un besoin de reconnecter l'écosystème élargi au projet, les réunions d'information ne suffisant pas à susciter l'adhésion des acteurs au projet. L'absence de marge de discussion et la centralisation des réunions à La Rochelle accentuent par ailleurs le sentiment de relations déséquilibrées avec le cœur de l'agglomération. Actuellement, les liens du projet avec l'écosystème élargi est paru comme faible, voire inexistant par certains acteurs.

Partie 3 : Discussion des résultats et conclusions

Chapitre 1 : Apports de l'étude et réponse à la problématique

Section 1 : La construction initiale du projet, éloignée des préconisations en matière d'élaboration du projet de territoire, ne permet pas l'enclenchement d'une dynamique territoriale vers la neutralité carbone.

L'enrôlement ne semble pas tant s'être basé sur l'adéquation du profil des acteurs avec les objectifs du projet que sur des processus de recrutements internes et de réseautage. En résulte un écosystème d'acteurs très hétérogène, peu en phase avec le récit du projet qui prône une logique d'acteurs pionniers du territoire identifiés comme moteurs de la transition. De la même manière, la constitution de l'écosystème LRTZC repose sur des dispositifs d'intéressement marketing et financiers, desquels résultent des ralliements qui ne semblent pas tant motivés par l'adhésion au projet qu'à l'opportunité qu'il représente pour les intérêts propres à chacun.

Dans cette logique, les porteurs d'axe portent une stratégie de mobilisation basée sur une problématisation multiple et morcelée de l'objectif, portée de manière ciblée et personnalisée auprès de leurs interlocuteurs, en fonction de leurs intérêts et leur sensibilité à cet enjeu, plutôt qu'une problématisation unique et partagée par l'ensemble des acteurs du projet qui serait orientée autour de la dynamique territoriale vers la neutralité carbone. Cette stratégie traduit une attention portée à la réussite des objectifs des axes, en s'adaptant aux attentes, sensibilités et priorités de leurs interlocuteurs afin de favoriser l'engagement, faisant ainsi tenir le projet au détriment de l'ébauche d'une dynamique collective et de la tentative de construction d'un récit global mobilisateur. Les porteurs d'axes cherchent ainsi à contourner la complexité de la notion de neutralité carbone ou l'effet repoussoir potentiel de son ambition en proposant des récits alternatifs, entretenant ainsi des fonctionnements en silos potentiellement nuisibles à l'émergence et l'appropriation d'une dynamique territoriale vers la neutralité carbone, en particulier chez les acteurs de l'écosystème.

Section 2 : Le projet est confronté à des problématiques de rejet, de méconnaissance et d'appropriation alternatives/concurrentes de son ambition

L'étude des représentations révèle, d'une part, une convergence des représentations de chaque cercle d'acteurs sur le caractère inatteignable de l'objectif, ce qui tend à prouver que

l'enrôlement des acteurs n'est pas lié à l'ambition du projet, mais bien à d'autres facteurs que nous avons identifiés dans notre premier résultat. D'autre part, l'hétérogénéité croissante des représentations des acteurs à mesure que l'on s'éloigne du centre de gravité du projet traduit l'échec de l'enclenchement d'une dynamique collective vers la transition.

Bien que le projet LRTZC porte un récit axé sur la dimension collective de la transition territoriale, il apparaît en réalité coupé de son territoire et mal connu par les acteurs de ce dernier. Les lacunes en matière de concertation et d'information sur le projet, ainsi que la mobilisation opaque d'acteurs jugés comme peu engagés sur les enjeux de lutte contre le changement climatique et de transition écologique, nuisent à la création d'une communauté engagée vers la neutralité carbone faute de confiance, de sentiment d'appartenance à un collectif. A l'inverse de l'enclenchement d'une dynamique territoriale cohérente, le projet semble avoir pour effet de fragmenter, en interne comme en externe, les acteurs sur la manière d'appréhender la transition du territoire.

Section 3 : Le développement des espaces de discussions, un levier efficace pour fédérer les acteurs autour d'un effet socialisateur

Il apparaît que le seul cercle d'acteurs ayant des représentations communes sur l'ambition et en capacité de construire un discours commun soit le centre de gravité du projet, le cercle des porteurs d'axes. Cette homogénéisation des représentations et du discours semble résulter d'un effet socialisateur du projet via de multiples espaces de discussions. La multiplication des espaces de discussion semble ainsi constituer un levier efficace pour susciter une dynamique territoriale collective en tant qu'espace d'intégration, de socialisation, d'information et de construction de représentations communes. Aujourd'hui, en dehors de la petite arène limitée du COTECH, il n'existe pas d'espaces de discussion, que ce soit avec les acteurs de l'écosystème LRTZC ou avec les acteurs de l'écosystème élargi, ce qui entraîne la construction de réflexions et de récits concurrents sur l'ambition neutralité carbone, que ce soit en interne ou en externe au projet, en l'absence d'un diagnostic partagé et d'une définition concertée des actions et stratégies nécessaires à l'atteinte de l'objectif. Il apparaît donc qu'en l'absence de « centres de traduction » (Callon et Law, 1988), espaces dédiés aux échanges favorisant la progression de la traduction, le projet ne parvienne pas à créer l'intéressement des acteurs de l'écosystème élargi pour le projet et l'évolution de l'intéressement des acteurs de l'écosystème LRTZC vers un engagement dans une dynamique collective territoriale d'atteinte de l'objectif de neutralité carbone, en lieu et place d'un intéressement purement opportuniste.

Pourtant, il existe un besoin réel pour le projet de canaliser la production de discours et de mettre en place des espaces permettant d'homogénéiser les discours et représentations des acteurs de l'écosystème, en les mettant en discussion. C'est pourquoi je suggère en conclusion de cette étude, afin de dépasser les facteurs de blocages du projet, de créer de nouveaux espaces de discussions. Ils représentent en effet le levier le plus directement mobilisable en l'état actuel du projet et le plus efficace pour répondre aux attentes des acteurs en matière d'information et de communication. Ils offrent la possibilité de définir à posteriori un diagnostic partagé et une problématisation consensuelle de l'objectif, tout en favorisant la socialisation des acteurs et la construction d'un sentiment d'appartenance nécessaire pour l'enclenchement d'une dynamique territoriale vers la neutralité carbone.

Chapitre 2 : Limites et voies d'amélioration de l'étude

Je n'ai pas utilisé d'outils quantitatifs dans le cadre de l'étude, car j'estimais, comme précisé dans la partie dédiée à la méthodologie, que cette approche ne convenait pas à l'étude des représentations. Cependant, à posteriori, je pense qu'un outil tel que le questionnaire, adressé à l'ensemble des acteurs des trois cercles concentriques que j'ai défini, aurait pu me permettre de quantifier des phénomènes et ainsi les démontrer ou les infirmer plus aisément, notamment du point de vue de l'ancrage social. D'autant que mon échantillon est sans doute un peu faible au regard du nombre d'acteurs, en particulier au niveau des acteurs de l'écosystème élargi. En outre, mon échantillon manque quelque peu de diversité concernant les acteurs de l'écosystème élargi. De fait, les résultats me semblent un peu fragiles.

Par ailleurs, ma grille d'entretien a assez largement évolué lors des premiers entretiens, non pas sur le contenu visé, mais sur la formulation des questions. Elles étaient en effet initialement trop fermées, ce qui nuisait à la production de discours, de fait, la qualité des contenus, bien que plus homogène par la suite, est assez inégale à mon sens. Avec davantage de temps, il aurait été pertinent de mener quelques entretiens exploratoires pour éprouver la pertinence de la grille, afin de mener des corrections en amont du cœur de l'enquête.

Concernant la méthode d'analyse, une analyse des occurrences (fréquence individuelle des termes) et des cooccurrences (associations des termes) aurait pu objectiver statistiquement les thématiques principales issues des représentations des divers acteurs et leurs relations.

Conclusion

Occupant de fait la place du projet de territoire, le projet LRTZC doit a posteriori encore construire une légitimité et une adhésion à son ambition qu'il n'a pas pu acquérir par un processus classique de construction du projet de territoire. Le cœur de sa stratégie pour parvenir à cette fin semble être la construction d'une représentation sociale de la dynamique territoriale globale vers la neutralité carbone, objectif affiché du projet, notamment par le biais d'une mise en récit cohérente et fédératrice. L'étude des discours et des représentations des porteurs d'axes, des acteurs de l'écosystème et des acteurs de l'écosystème élargi tend à démontrer qu'une mise en récit ne sera pas suffisante pour susciter l'adhésion au projet.

Il apparaît que le seul cercle d'acteurs ayant des représentations communes sur l'ambition et en capacité de construire un discours commun soit le centre de gravité du projet, le cercle des porteurs d'axes. Cette homogénéisation des représentations et du discours semble résulter d'un effet socialisateur du projet via de multiples espaces de discussions. La multiplication des espaces de discussion semble ainsi constituer un levier efficace pour susciter une dynamique territoriale collective en tant qu'espace d'intégration, de socialisation, d'information et de construction de représentations communes. Aujourd'hui, en dehors de la petite arène limitée du COTECH, il n'existe pas d'espaces de discussion, que ce soit avec les acteurs de l'écosystème LRTZC ou avec les acteurs de l'écosystème élargi, ce qui entraîne la construction de réflexions et de récits concurrents sur l'ambition neutralité carbone, que ce soit en interne ou en externe au projet, en l'absence d'un diagnostic partagé et d'une définition concertée des actions et stratégies nécessaires à l'atteinte de l'objectif. En résulte des phénomènes de rejet du projet et, de ce fait, une faible mobilisation territoriale pour l'atteinte de la neutralité carbone.

Cette étude démontre l'importance cruciale de la démarche collaborative dans l'élaboration des projets territoriaux, quand bien même l'objectif semble à priori consensuel, en vue notamment d'établir un diagnostic et une problématisation concertée et partagée par le maximum d'acteurs du territoire, afin de définir les actions et leviers les plus pertinents dans une perspective de dynamique territoriale globale. L'étude démontre également les limites des stratégies d'intéressement et d'enrôlement basée sur les opportunités économiques et marketing, ainsi que la dépolitisation des objectifs qui conduisent à leur mise en veille dans les représentations des acteurs.

Elle ouvre également des perspectives pouvant faire l'objet de futures études sur l'utilisation des projets de territoires comme leviers de contribution à l'atteinte de la neutralité carbone globale : par leur caractère central dans l'élaboration des politiques publiques, et dans une perspective où les préconisations en matière de démarche collaborative sont appliquées, ils semblent constituer de puissants leviers pour l'atteinte des objectifs climatiques, bien que des enjeux demeurent en matière de cohérence entre ces plans locaux et l'ambition climatique nationale³⁴.

³⁴ DUGAST C. ZITO F. "Neutralité et territoires - Un cadre d'action collectif pour la neutralité carbone en France", Carbone 4, Juin 2021.

URL :

<https://www.carbone4.com/neutralite-et-territoires-un-cadre-daction-collectif-pour-la-neutralite-carbone-en-france>

Bibliographie

- Blanchet Alain et Gotman Anne (1992). L'enquête et ses méthodes : l'entretien, Paris, Nathan 128p.
- Bodin Cyrille, Chavot Philippe, Masseran Anne et al., « Les formes d'appropriation de la transition énergétique par le récit territorial : le cas de la géothermie profonde dans la métropole de Strasbourg », Les Enjeux de l'information et de la communication, 2018/S1 (N° 18/3A), p. 69-80.
- Bonnemains Anouk, "Perceptions et représentations du changement climatique auprès des populations dans leur cadre de vie". [Rapport de recherche] LabEx ITEM. 2016. ffhal-01420366v2ff
- Dugast C. Zito F. "Neutralité et territoires - Un cadre d'action collectif pour la neutralité carbone en France", Carbone 4, Juin 2021.
- Durand Sandra, Baret Christophe, Krohmer Cathy, « La sociologie de la traduction comme grille de recherche-intervention : le cas d'un projet de prévention des risques psychosociaux dans un hôpital public », RIMHE, 2018/1 (n° 30, vol. 7)
- Guerrin, Joana et Sylvain Barone. « Récits d'action publique et opérations de traductions : la restauration écologique du fleuve Rhône (France). » Politique et Sociétés, volume 39, numéro 2, 2020, p. 49–79
- Kenis, A., Lievens, M. (2017). Imagining the carbon neutral city: the (post)politics of time and space. Environment and Planning A, 49 (8), 1762-1778, DOI: 10.1177/0308518X16680617.
- Martin Solange, "L'opinion publique sur le climat en France", Futuribles, 02/2020, N° 435, pages 35 à 55.
- Michel-Guillou Élisabeth, "LA REPRÉSENTATION SOCIALE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE : ENQUÊTE DANS LE SENS COMMUN, AUPRÈS DE GESTIONNAIRES DE L'EAU", Presses universitaires de Liège | « Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale », 2014, Numéro 104, pages 647 à 669
- Paillé Pierre, Mucchielli Alex (2016). L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales, Paris, Armand Colin, 432 p.
- Quivy Raymond et Campenhoudt (Van) Luc (2011). Manuel de recherche en sciences sociales, Paris, Dunod, 272 p.
- Subra Philippe, "Géopolitique locale. Territoires, acteurs, conflits", Collection U, 2016.
- Transition(s) 2050. Résumé exécutif., ADEME, 2022.

- Vanderlinden Éloïse, Gardère Elizabeth et Carayol Valérie, « La neutralité carbone au prisme de la communication organisationnelle », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, [En ligne], 21 | 2021.
 - Vvard Aurélien, Pasquier Romain, « Territorialiser la politique de l'éolien maritime en France. Entre injonctions étatiques et logiques d'appropriation », *Gouvernement et action publique*, 2018/4 (VOL. 7), p. 63-91.
 - Wändi Bruine de Bruin, "Public understanding of climate change terminology", Springer, 08/2021.
- **Littérature grise**
 - Dossier de candidature. Appel à projets - Programme d'Investissements d'Avenir Action « Territoires d'innovation » - "LA ROCHELLE TERRITOIRE ZERO CARBONE", Partie II, 2019.
 - "LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DU PROJET DE TERRITOIRE", CNFPT.

Annexes

Annexe 1 : Grille d'entretien

- Première partie : Parcours de l'acteur

Pouvez-vous présenter **votre parcours** ?

Pouvez-vous décrire **la trajectoire** vous ayant conduit à **intégrer le projet LRTZC** ?

(Porteur d'axe/acteur de l'écosystème)

Pouvez-vous décrire **la trajectoire** vous ayant conduit à **fonder/intégrer votre association**

(Acteur de l'écosystème élargi)

Parlez moi de **votre rôle** dans le projet LRTZC ?

Pouvez-vous me **présenter l'axe (Porteur d'axe) / l'action (acteur de l'écosystème) / les actions (écosystème élargi)** que vous portez ?

Pouvez-vous me parler des **motivations** qui vous ont incité à rejoindre le projet ? Quelles ont été vos **premières impressions** ? (Porteur d'axe/acteur de l'écosystème)

Pouvez vous me présenter votre **rapport personnel aux enjeux climatiques**, et éventuellement comment il matérialise (engagements, actions, etc) ?

Quelles stratégies mobilisez-vous pour peser sur ces sujets ? (écosystème élargi)

- Deuxième partie : Vision, essence de sa pensée, philosophie, scénarios, définition

Si vous deviez présenter le **concept de neutralité** carbone à quelqu'un, comment le définiriez-vous ?

Comment **caractérisez- vous la démarche** que vous portez au sein de votre axe ? Parlez-vous de neutralité carbone ? (Porteur d'axe)

Est ce que le **territoire** de l'agglomération est **l'échelle pertinente** pour porter une ambition de neutralité carbone ? Quelle est la bonne échelle et pourquoi ?

Pouvez -vous me parler du **rapport des habitants/élus/entreprises du territoire** avec les enjeux de neutralité carbone et plus largement de transition écologique ?

Que vous inspire le projet LRTZC ?

Comment percevez-vous **l'action menée sur le territoire** en matière de climat et de neutralité carbone ?

Quels sont selon vous les **enjeux principaux autour de la transition écologique** pour participer à l'atteinte de l'objectif de neutralité carbone ?

Comment voyez vous évoluer du territoire à moyen voire long terme ?

Comment souhaiteriez vous voir évoluer le territoire dans un scénario idéal ?

- Troisième partie : Le projet LRTZC, son évaluation, sa construction, critique, axes

Comment se passent les échanges avec les autres responsables d'axe ? Avez-vous noté des évolutions dans les interactions ? (porteur d'axe)

Existe-t-il selon vous une vision commune sur les enjeux climatiques et de transformation du territoire ?

Pensez-vous que le projet peut permettre l'atteinte de l'objectif de neutralité carbone ?

Couvre t-il selon vous l'ensemble des enjeux de transformation du territoire ?

Pouvez-vous me dire quels sont, à vos yeux, les manques pour y parvenir ?

Avez-vous le sentiment d'avoir une liberté d'action sur votre axe ? (porteur d'axe)

Est ce que l'objectif de neutralité carbone est bien reçu par les acteurs du territoire ?

Existe-t-il un risque de déséquilibre entre centre (La Rochelle) et périphérie (Urbain et Rural) dans les actions portées par le projet ?

Sur quel scénario faudrait-il s'orienter pour mener à bien la transition écologique (Scénarios de l'Ademe présentés à l'enquête) ?

Résumé

Projet initialement conçu dans le cadre d'un appel à projets de l'Etat, l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) "Territoire d'Innovation et de Grande Ambition", le projet La Rochelle Territoire Zéro Carbone est progressivement, grâce à d'importants moyens déployés en matière de communication et de marketing territorial, devenu la marque du territoire. Il en est aujourd'hui à minima la marque, voire le projet de territoire officiel. Pour autant, il n'a pas été conçu comme un projet de territoire, basé sur un diagnostic partagé et d'une définition concertée des stratégies et des leviers d'actions avec les acteurs du territoire, mais comme un projet multipartenarial et multi-sectoriel de valorisation d'actions et de projets innovants en lien avec l'objectif de neutralité carbone. Les préconisations existantes sur l'élaboration des projets de territoire recommandent pourtant le recours à des démarches collaboratives et une construction partagée avec les acteurs du territoire. La présente étude propose de d'évaluer la capacité de LRTZC à générer une dynamique territoriale globale vers la neutralité carbone, au regard de sa construction et à l'aune des préconisations existantes concernant l'élaboration des projets de territoire en mobilisant une analyse discursive, éclairée par la sociologie de la traduction, des représentations des acteurs du projet et des acteurs du territoire.

Mots clés : Neutralité carbone, LRTZC, projet de territoire, co-construction, représentation, récit territorial, appropriation, traduction.

Abstract

Initially conceived for a State call for projects, the Call for Expressions of Interest (AMI) "Territory of Innovation and Great Ambition", the La Rochelle Territory Zero Carbon project has gradually become, through important communications and territorial marketing channels, the territory's trademark. Today it is at least his brand, perhaps even the unofficial territorial project. However, it was not conceived as a territorial project, based on a shared diagnosis and a concerted definition of strategies and levers of action with the local stakeholders and actors of the territory, but as a multi-stakeholder, multi-sectoral project to leverage innovative actions and projects linked to the goal of carbon neutrality. The existing recommendations on the development of territorial projects recommend the use of collaborative approaches and shared construction with the actors of the territory. The present study proposes to evaluate the ability of LRTZC to generate a global territorial dynamic towards carbon neutrality, with regard to its construction and in the light of the existing recommendations concerning the elaboration of territorial projects by mobilizing a discursive analysis, enlightened by the sociology of translation of Michel Callon, of the representations of the actors of the project and of the actors of the territory.

Keywords: Carbon neutrality, LRTZC, territory project, co-construction, representation, territorial narrative, appropriation, sociology of translation.